



**TOUJOURS QU'UNE SEULE TERRE :**

Les leçons de 50 ans de politique de développement durable des Nations Unies

**DOSSIER #15**

# **Petites îles, Grands océans :**

## **Voix en première ligne du changement climatique**

Leila Mead

Mars 2021

### **Messages principaux et Recommandations**

- Les petits États insulaires en développement sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux chocs économiques externes.
- Le développement durable et la lutte contre le changement climatique exigent que les îles adoptent une approche intégrée, une approche qui favorise la diversification économique, l'indépendance énergétique et l'utilisation accrue des énergies renouvelables, une industrie du tourisme durable et une économie bleue.
- Des instruments de financement innovants, tels que les obligations bleues et vertes et le financement mixte, peuvent aider à financer l'adaptation au changement climatique, le renforcement de la résilience et le développement durable.
- L'expansion des activités marines et côtières et l'exploitation de «l'économie bleue» aideront à diversifier les économies dépendantes du tourisme, les rendant plus résilientes aux chocs futurs.

En 2009, le président des Maldives, Mohamed Nasheed, a convoqué une réunion sous-marine du cabinet pour attirer l'attention sur le sort des petits États insulaires en développement (PEID) face au changement climatique, comme «un appel symbolique à l'aide». Pendant qu'il était sous l'eau, il a écrit sur une

ardoise en plastique : «Nous devons nous unir dans un effort de guerre mondiale pour arrêter de nouvelles hausses de température» et «le changement climatique... menace les droits et la sécurité de chacun sur Terre» (Omid, 2009). La réunion, qui a adopté une résolution appelant à une action mondiale pour réduire



les émissions de carbone, a attiré l'attention des médias alors que photos et vidéos de membres du cabinet en tenue de plongée étaient diffusées dans le monde entier. Cette réunion a eu lieu juste avant la Conférence de Copenhague sur le changement climatique où le président Nasheed a été ovationné après avoir parlé avec passion des menaces qui pèsent sur son pays. Plus de 80% des Maldives sont à moins d'un mètre (3,3 pieds) au-dessus du niveau de la mer (Omid, 2009), la montée des mers menaçant son existence même. Pour les Maldives et pour d'autres comme ce pays, le changement climatique est une question de vie ou de mort.

Les PEID sont aux premières lignes du changement climatique. Ils ressentent les impacts les premiers et de manière plus sévères, alors qu'ils contribuent moins de 1% des émissions mondiales de carbone. Ils sont vulnérables aux ouragans et aux cyclones, qui deviennent de plus en plus fréquents et extrêmes, provoquant des ravages économiques et environnementaux, sans parler des pertes en vies humaines. Leur dépendance vis-à-vis des importations alimentaires et énergétiques et des revenus du tourisme augmente leur vulnérabilité aux chocs externes, comme la pandémie COVID-19.

Alors, comment les PEID peuvent-ils mieux se préparer et accroître leur résilience au changement climatique et parvenir à un développement durable ? Quelles opportunités la phase de récupération post-COVID offre-t-elle aux PEID ?

## Que sont les PEID et qu'est-ce qui les rend vulnérables ?

Souvent géographiquement éloignés et de faible altitude, vulnérables aux défis



En 2009, le président des Maldives, Mohamed Nasheed (au centre), a convoqué une réunion sous-marine du cabinet pour attirer l'attention sur le sort des petits États insulaires en développement (PEID) face au changement climatique comme «un appel symbolique à l'aide». (Photo: Mohamed Seeneen, <https://www.flickr.com/photos/sindi/4071187211>)

environnementaux et de petite taille à la fois en termes de superficie et de démographie, les PEID couvrent le monde entier. Ils représentent une gamme de contextes géographiques et socio-économiques. L'île de Tuvalu, dans le Pacifique, ne fait que 26 km<sup>2</sup> de superficie et à peine 1 600 personnes vivent à Niue. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, en revanche, a plus de 460 000 km<sup>2</sup> de superficie, tandis que Cuba compte plus de 11 millions d'habitants (UN-OHRLS, 2013). Ensemble, les PEID ont une population d'environ 65 millions d'habitants, soit un peu moins de 1% de la population mondiale, dont un tiers vivent sur des terres à moins de cinq mètres



au-dessus du niveau de la mer, ce qui les rend vulnérables aux tempêtes et à l'élévation du niveau de la mer (PNUD, 2017).

Certains PEID, dont Haïti, les Comores et Tuvalu, sont considérés comme [les pays les moins avancés](#) (PMA). Cependant, la plupart sont classés comme des pays à revenu intermédiaire, avec un revenu national brut (RNB) par habitant compris entre 1 036 et 12 535 dollars, selon la [Banque mondiale](#). Il existe un débat sur la question de savoir si les PEID à revenu élevé, avec plus de 12 535 USD de RNB par habitant, devraient être en mesure d'accéder à des financements supplémentaires compte tenu de leurs vulnérabilités particulières. En outre, de nombreux PEID à revenu intermédiaire de la tranche supérieure craignent de perdre leur accès au financement concessionnel, bien qu'ils soient très vulnérables aux impacts du changement climatique et des catastrophes naturelles.

La plupart des PEID sont fortement dépendants des importations alimentaires, 50% d'entre eux important plus de 80% de leur nourriture (UN DESA, 2020). L'énergie représente la part la plus élevée des importations vers les PEID qui dépendent presque entièrement des importations de combustibles fossiles pour le transport et la production d'électricité (IRENA, 2017). Le commerce représente plus de 71% du produit intérieur brut des PEID (UN DESA, 2020). Ils sont également dépendants du tourisme et éprouvent des difficultés à gérer et à riposter aux chocs en raison du manque de diversité de leurs économies.

De nombreux pays des Caraïbes et du Pacifique se remettaient encore des ouragans dévastateurs lorsque la COVID-19 a frappé au début de 2020, paralysant davantage l'industrie du tourisme dont de nombreux

PEID dépendent comme «une bouée de sauvetage économique et un moteur de développement» (Meddeb, 2020). En moyenne, le tourisme représente plus de 30% des exportations totales dans la majorité des PEID, voire plus de 50% pour certains, y compris les Maldives, les Seychelles et les Bahamas (Coke-Hamilton, 2020). Dans des pays comme Sainte-Lucie et Palau, les revenus du tourisme représentent respectivement 98% et 88% des exportations totales (Meddeb, 2020). En 2019, les PEID ont attiré environ 44 millions de visiteurs et le secteur du tourisme a généré 55 milliards de dollars de revenus d'exportation. Cependant, au cours des quatre premiers mois de 2020 seulement, les arrivées internationales ont diminué de 47% dans les PEID (ONU OMC, 2020). Selon les dernières données de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies, les destinations des Caraïbes, par exemple, ont connu une baisse de 67% des arrivées de touristes internationaux en 2020 par rapport à 2019 (OMT, 2021).

Les PEID ont lancé un appel à la communauté internationale pour obtenir une aide financière, avertissant que leurs économies étaient «en chute libre». Ils ont appelé à un allègement de la dette et à un financement accru pour renforcer la résilience au changement climatique et à d'autres chocs et stress, y compris la COVID-19 (Rowling, 2020).

En partie à cause de leurs vulnérabilités uniques et des menaces existentielles posées par le changement climatique, les PEID sont apparus collectivement comme une voix forte sur la scène internationale.



## Les PEID dans l'arène internationale

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain de 1972 ([Conférence de Stockholm](#)) a été un événement marquant où les problèmes environnementaux, autrefois considérés comme des problèmes plus localisés que les pays doivent résoudre seuls, ont été reconnus comme transcendant les frontières nationales et nécessitant une coopération internationale. Nulle part cette transcendance n'était plus répandue que dans les PEID.

Vingt ans plus tard, à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992 (Sommet de la Terre), la communauté internationale a d'abord reconnu les PEID comme un «cas particulier» et comme un groupe distinct confronté à des vulnérabilités sociales, économiques et environnementales uniques. Les PEID ont réussi à faire pression pour que le développement durable des petites îles soit pris en compte dans Action 21, le programme d'action adopté au Sommet de la Terre. Le [chapitre 17](#) d'Action 21 (Protection des océans, des mers et des littoraux) reconnaît la fragilité écologique et la vulnérabilité des PEID en raison de leur petite taille, de leurs ressources limitées, de leur dispersion géographique et de leur isolement des marchés. Le paragraphe 17.130 appelait à une plus grande coopération internationale et à la première conférence mondiale sur le développement durable des PEID.

Cette conférence s'est tenue en 1994 et a prescrit des actions spécifiques pour aider les PEID à atteindre un développement durable. La conférence a adopté la [Déclaration et Programme d'action de la Barbade pour le](#)



La bannière «Samoa Partnerships Commitment» signée par les participants à la troisième Conférence internationale sur les PEID. (Photo: Kiara Worth, IISD/ENB)

[développement durable des PEID](#) (PAB), qui ont souligné la nécessité d'une coopération internationale, en particulier en ce qui concerne le financement, le transfert de technologie, le renforcement des capacités et le partage d'informations. Des conférences de suivi ont depuis été organisées pour examiner la mise en œuvre du PAB, notamment à [Maurice](#) en 2004 et à [Samoa](#) en 2014.

En 2012, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio + 20) a adopté [L'avenir que nous voulons](#), qui a reconnu: «L'élévation du niveau de la mer et d'autres effets néfastes du changement climatique continuent de poser un risque important pour les PEID et leurs efforts pour parvenir au développement durable et, pour beaucoup, représentent la plus grave des menaces qui pèsent sur leur survie et leur viabilité». [Le Programme de développement durable à l'horizon 2030](#) et ses [objectifs de développement durable](#) (ODD) mettent l'accent sur les défis de la réalisation du développement durable dans les PEID, qui sont mis en évidence dans les



objectifs sur l'éducation (ODD 4), l'énergie (ODD 7), les infrastructures (ODD 9), la réduction inégalités (ODD 10), changement climatique (ODD 13), océans (ODD 14) et partenariats (ODD 17). Celles-ci incluent, par exemple, les cibles ODD 13.b (accroître la capacité de planification et de gestion liées au changement climatique) et 14.7 (accroître les avantages économiques pour les PEID de l'utilisation durable des ressources marines, notamment par la gestion durable des pêches, de l'aquaculture et du tourisme).

Les PEID ont efficacement canalisé leurs vulnérabilités collectives au changement climatique pour jouer un rôle de premier plan dans les [négociations internationales sur le changement climatique](#). Ils ont créé une coalition, l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), en 1990 et ont fait pression avec succès pour que les besoins particuliers des PEID soient reconnus dans le texte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) de 1992. Depuis lors, l'AOSIS s'est efforcée de placer l'adaptation sur un pied d'égalité avec l'atténuation et d'assurer un financement pour aider les pays à s'adapter aux effets du changement climatique, à travers le [Fonds d'adaptation](#) et le [Fonds vert pour le climat](#). Les pays insulaires ont joué un rôle essentiel en inscrivant à l'ordre du jour les pertes et les dommages associés aux effets du changement climatique, notamment les conditions météorologiques extrêmes et les manifestations à évolution lente. Ces efforts ont conduit à l'adoption du [Mécanisme international de Varsovie pour les pertes et dommages](#) en 2013. L'AOSIS a également mobilisé un soutien autour de la nécessité de maintenir l'élévation de la température en dessous de 1,5 ° C et a joué un rôle déterminant dans la production d'un [rapport](#)

[spécial](#) sur les impacts du réchauffement climatique de 1,5 ° C. En 2015, à la Conférence de Paris sur le climat, le regretté Tony de Brum, des Îles Marshall, a aidé à rassembler les pays riches et pauvres au sein de la High Ambition Coalition (HAC) pour exiger une action agressive, y compris «l'établissement d'un objectif clair à long terme sur le réchauffement climatique conforme aux avis scientifiques». La HAC a réussi à faire pression pour l'inclusion de la limite de température de 1,5 ° C dans l'[Accord de Paris](#). Au cours du dernier jour de la Conférence, les dirigeants de la HAC sont entrés «portant des feuilles de noix de coco sur leurs revers en solidarité avec les nations insulaires» (Friedman, 2017).

Les PEID ont été parmi les premiers à appeler à inscrire le changement climatique à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le potentiel de migration de masse dû à la montée des mers et à des événements météorologiques plus extrêmes est particulièrement pertinent pour les PEID. Les pays insulaires du Pacifique ont appelé à un rapporteur spécial des Nations Unies sur le climat et la sécurité pour aider à gérer les risques liés à la sécurité climatique et

---

«Les faits sont clairs : le changement climatique est réel; il accélère de manière dangereuse; et cela ne fait pas qu'exacerber les menaces à la paix et à la sécurité internationales, c'est aussi une me-nace pour la paix et la sécurité internationales.»

[ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU  
BAN KI-MOON](#)



fournir un soutien aux pays vulnérables pour qu'ils développent des évaluations des risques liés à la sécurité climatique. Le Forum des îles du Pacifique a demandé au Conseil de sécurité d'examiner les implications pour la souveraineté et les droits juridiques internationaux de la perte de terres, de ressources et de personnes. Si, par exemple, les Maldives, les Îles Marshall, Kiribati et / ou Tuvalu devaient être partiellement ou totalement submergées, la migration forcée pourrait menacer la paix et provoquer une riposte géopolitique à une telle perte. Les bases militaires stratégiquement importantes situées sur de petits États insulaires sont également menacées par les impacts climatiques (Van Schaik, et al., 2018).

## Des petites îles aux grands États océaniques

Les PEID ont été définis par d'autres et par eux-mêmes comme de petites îles vulnérables, aux terres limitées, chose qui a souvent affecté leurs perspectives et leur potentiel de développement. Aujourd'hui, un nombre croissant d'entre eux s'identifient comme étant «grands États océaniques» intégrant les vastes zones océaniques et les ressources

---

«Si nous voulons être de véritables gérants de nos îles, tous les investissements et financements dans les PEID devraient être nécessaires pour garantir qu'ils sont écologiquement durables, socialement inclusifs et équitables.»

**PETER THOMSON, ENVOYÉ SPÉCIAL DES NATIONS UNIES POUR L'OCÉAN**

de leur juridiction. Grâce à ces zones économiques exclusives (ZEE), les PEID contrôlent environ 30% de tous les océans et mers. Par exemple, Sainte-Lucie possède une réserve marine de la taille de l'Allemagne (Cheney, 2021), tandis que Tuvalu a une ZEE 27000 fois sa masse terrestre (Halais, 2019). Les ZEE combinées de Maurice et des Seychelles représentent une zone plus grande que l'Inde, avec un potentiel économique inexploité important (Cedras, 2020). Ensemble, les PEID ont une superficie totale d'environ 24 111 km<sup>2</sup> et 666 110 km<sup>2</sup> dans les ZEE. En d'autres termes, 3,5% des PEID sont des terres, tandis que 96,5% sont des océans (PNUD, 2017).

L'océan et ses ressources offrent aux PEID l'opportunité de puiser dans «l'économie bleue», un concept qui assure une meilleure gestion des ressources océaniques en liant utilisation durable et croissance économique (Cheney, 2021). L'économie bleue couvre toutes les activités économiques liées aux océans, aux mers et aux littoraux, y compris l'aquaculture, la pêche, le tourisme côtier, l'énergie éolienne en mer et l'énergie des océans, et le dessalement (Commission européenne, 2020, p.2).

Danny Faure, ancien président des Seychelles, a qualifié l'économie bleue de «prochaine frontière de notre développement» (Cheney, 2021). Chaque dollar investi dans l'économie océanique durable rapportera en moyenne cinq dollars en retour, selon une analyse récente entreprise par le Groupe d'experts de haut niveau pour une économie océanique durable (Konar & Ding, 2020). L'expansion des activités marines et côtières peut diversifier les économies dépendantes du tourisme et les rendre plus résilientes. Par exemple, Sainte-Lucie travaille



avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Forum économique mondial pour construire un Blue Recovery Hub afin de partager les enseignements avec d'autres PEID cherchant à tirer parti de financements innovants pour soutenir leurs transitions dans l'économie bleue (Chastanet, 2021).

En 2013, Maurice a lancé une feuille de route pour exploiter le potentiel de sa ZEE en consolidant les secteurs existants, tels que le tourisme, les ports maritimes et la pêche, et en développant l'aquaculture, la biotechnologie marine et les énergies renouvelables (Halais, 2019). De même, dans la foulée de leur [cadre stratégique et feuille de route sur l'économie bleue des Seychelles](#) de 2018, les Seychelles mettent en œuvre une [initiative de planification de l'espace marin](#) pour utiliser de manière durable leur ZEE.

En 2018, les Seychelles ont lancé la première obligation bleue souveraine au monde, mobilisant 15 millions de dollars pour des projets d'économie bleue qui soutiennent des projets maritimes et halieutiques durables. Le produit de l'obligation soutiendra, par exemple, l'expansion des aires marines protégées (AMP) et l'amélioration de la gouvernance des pêches (Banque mondiale, 2018). En mars 2020, les Seychelles ont obtenu la toute première restructuration de la dette liée à l'adaptation au changement climatique. Une partie de la dette extérieure du pays sera annulée en échange de la désignation de près d'un tiers de son territoire océanique comme AMP (Nature Conservancy, 2020).



Les PEID des Caraïbes doivent diversifier leurs économies qui dépendent fortement du tourisme et des navires de croisière. (Photo: iStock)

## Réduire la dépendance aux importations d'énergie pour atteindre les objectifs climatiques

Les PEID peuvent également lutter contre le changement climatique tout en réduisant leur dépendance aux importations d'énergie et leur vulnérabilité aux chocs externes en développant les marchés nationaux des énergies renouvelables et en augmentant l'efficacité énergétique. À l'exception de quelques pays producteurs de pétrole, comme Trinité-et-Tobago, la plupart des PEID dépendent du pétrole importé pour satisfaire leurs besoins énergétiques. En conséquence, de nombreux PEID connaissent des coûts d'électricité élevés, des interruptions d'approvisionnement et une vulnérabilité aux chocs des prix du pétrole.

Certains PEID ont déjà commencé la transition vers des secteurs énergétiques plus durables. L'île de Tokelau, dans le Pacifique



Sud, répond à près de 100% de ses besoins énergétiques grâce aux énergies renouvelables, notamment en alimentant des générateurs avec du bio-carburant de noix de coco produit localement (Steiner, 2014). L'un des projets de transition énergétique les plus ambitieux au monde se trouve à la Barbade, premier producteur de chauffe-eau solaires dans les Caraïbes. La Barbade s'est engagée à alimenter le pays avec des sources d'énergie 100% renouvelables et à atteindre zéro émission de carbone d'ici 2030 (Williams, 2020). D'autres PEID ont également fixé des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables, avec Samoa, les îles Cook, le Cap vert, les Fidji, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Vanuatu visant à augmenter la part des énergies renouvelables dans leurs mix énergétiques de 60 à 100% (IRENA, 2017).

Une initiative de l'AOSIS, [SIDS DOCK](#), aide les PEID à transformer leur secteur énergétique et à générer des ressources financières pour faire face à l'adaptation au changement climatique. Conçu comme une «station d'accueil», il relie les secteurs énergétiques des PEID au marché financier mondial, aux technologies énergétiques durables et aux marchés du carbone de l'Union européenne et des États-Unis pour échanger les émissions de carbone évitées et utiliser les fonds pour des projets d'adaptation. L'[Initiative pour les phares des PEID](#) de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) soutient la transition vers des systèmes énergétiques résilients et fondés sur les énergies renouvelables. En 2020, le Canada et la Banque mondiale ont créé [le Centre Canada-Banque mondiale pour l'énergie propre et les forêts](#). L'installation fournira, entre autres, 50 millions de dollars canadiens pour cofinancer des projets de la Banque mondiale pour les investissements

dans les énergies renouvelables dans les PEID et 10 millions de dollars canadiens sous forme de dons pour aider les PEID à poursuivre l'égalité des genres grâce à l'emploi des femmes et au développement des entreprises dans les chaînes de valeur énergétiques.

## Regarder vers l'avant

Sur la scène internationale, les PEID ont attiré l'attention nécessaire sur le sort des franges les plus touchées par le changement climatique. Les PEID ont recherché des solutions innovantes aux problèmes urgents auxquels ils sont confrontés, mais **la coopération internationale et les approches de financement innovantes** restent essentielles à leur survie. Par exemple, des instruments de financement innovants, tels que les obligations bleues et vertes, et le financement mixte peuvent aider à financer l'adaptation au changement climatique et le renforcement de la résilience et, plus généralement, le développement durable. Les échanges de dettes ou la restructuration de dettes peuvent également aider. Dans les Caraïbes, la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes a lancé une [Initiative d'échange de la dette contre l'adaptation](#)

---

«Nous devons considérer les PEID comme des microcosmes de notre société dans son ensemble, et ne pas prendre du recul et leur permettre de lutter contre une menace pour laquelle ils sont lar-gement inculpables.»

**ACHIM STEINER, ANCIEN DIRECTEUR EXÉCUTIF, PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT**



[au climat](#) qui comprend la création d'un fonds d'investissement dans des projets d'adaptation au climat et des industries vertes pour renforcer la résilience.

Le développement durable et la lutte contre le changement climatique nécessitent une approche intégrée qui favorise la diversification économique, l'indépendance énergétique, une industrie du tourisme durable et une économie bleue. Les PEID devraient poursuivre leur transition vers une économie bleue pour mieux utiliser le

potentiel économique de leurs ressources océaniques et marines, notamment en **poursuivant et en développant leur potentiel d'énergie renouvelable.**

Exploiter le potentiel de leurs ressources océaniques pour se développer de manière durable et résiliente est vital pour l'avenir des PEID, qui restent, comme l'a si bien dit James Alix Michel, ancien président des Seychelles, «les sentinelles de la nature et les gardiens des océans».

## Ouvrages consultés

Agence internationale pour les énergies renouvelables. (2017). Trouver un moyen de transformer l'énergie sur les îles. <https://www.irena.org/newsroom/articles/2017/Jan/Finding-a-Way-to-Transform-Energy-on-Islands>

Banque mondiale. (2018). Les Seychelles lancent la première obligation souveraine bleue au monde. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2018/10/29/seychelles-launches-worlds-first-sovereign-blue-bond>

Banque mondiale et Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. (2017). Le potentiel de l'économie bleue: accroître les avantages à long terme de l'utilisation durable des ressources marines pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés côtiers. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/26843/115545.pdf>

Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les PMA, les pays en développement sans littoral et les PEID. (2013). Les petits États insulaires en développement en chiffres. [https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/9279/-SIDS%20in%20numbers-2013SIDS\\_IN\\_NUMBERS\\_121813\\_FA\\_WEB.pdf](https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/9279/-SIDS%20in%20numbers-2013SIDS_IN_NUMBERS_121813_FA_WEB.pdf)

Cedras, A.V. (2020). Les Grandes économies océaniques: un récit post-COVID pour les petits États insulaires en développement. Billet de blog du PNUD. [https://www.mu.undp.org/content/mauritius\\_and\\_seychelles/en/home/blog/2020/large-ocean-economies--a-post-covid-narrative-for-small-island-d.html](https://www.mu.undp.org/content/mauritius_and_seychelles/en/home/blog/2020/large-ocean-economies--a-post-covid-narrative-for-small-island-d.html)

Chan, N. (2018). «Grands états océaniques»: souveraineté, petites îles et aires marines protégées dans la gouvernance mondiale des océans. *Gouvernance mondiale*, 24 (4), 537-555. <https://doi.org/10.1163/19426720-02404005>



- Chastanet, A. (2021). Débloquer le financement de la croissance à Sainte-Lucie et au-delà. Forum économique mondial. <https://www.weforum.org/agenda/2021/01/unlocking-financing-growth-saint-lucia-beyond/>
- Cheney, C. (2021). «Reconstruire plus bleu»: les petits États insulaires en développement recherchent de nouveaux mécanismes de financement. Devex. <https://www.devex.com/news/build-back-bluer-small-island-developing-states-pursue-new-finance-mechanisms-99043>
- Coke-Hamilton, P. (2020). Impact de la COVID-19 sur le tourisme dans les petits États insulaires en développement. Nouvelles de la CNUCED. <https://unctad.org/news/impact-covid-19-tourism-small-island-developing-states>
- Commission européenne. (2020). Le rapport sur l'économie bleue de l'UE 2020. Union européenne. [https://ec.europa.eu/maritimeaffairs/sites/maritimeaffairs/files/2020\\_06\\_blueeconomy-2020-ld\\_final.pdf](https://ec.europa.eu/maritimeaffairs/sites/maritimeaffairs/files/2020_06_blueeconomy-2020-ld_final.pdf)
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. (2021). Pour les petites îles très endettées, le renforcement de la résilience est le meilleur antidote. <https://unctad.org/news/heavily-indebted-small-islands-resilience-building-best-antidote>
- Conservation de la nature. (2020). Les Seychelles atteignent l'objectif de 30% de protection marine après un accord de restructuration de la dette pionnier. Communiqué de presse. <https://www.nature.org/en-us/newsroom/seychelles-achieves-marine-protection-goal/>
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. (2020). La pandémie de COVID-19 met les petites économies insulaires en développement dans une situation désespérée. Note de politique n° 64. <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/un-desa-policy-brief-64-the-covid-19-pandemic-puts-small-island-developing-economies-in-dire-straits/>
- Friedman, L. (2017). Tony de Brum, voix des îles du Pacifique sur le changement climatique, décède à 72 ans. *New York Times*. <https://www.nytimes.com/2017/08/22/world/tony-de-brum-dead-climate-change-advocate.html>
- Halais, F. (2019). Comment les petites îles peuvent exploiter l'économie océanique. Devex. <https://www.devex.com/news/how-small-islands-can-harness-the-ocean-economy-95290>
- Konar, M. et Ding, H. (2020). Une économie océanique durable pour 2050: en rapprochant ses avantages et ses coûts. Secrétariat du Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable, Institut des ressources mondiales. <https://www.oceanpanel.org/Economicanalysis>
- Les Nations Unies. (2015). Les petites îles restent la «boussole morale de l'humanité», disent les dirigeants de l'ONU, appelant à une action contre le changement climatique. Communiqué de presse de l'ONU. <https://news.un.org/en/story/2015/09/510662-small-islands-remain-humanitys-moral-compass-leaders-tell-un-urging-action>
- Meddeb, R. (2020). Comment les petites îles peuvent-elles réinventer le tourisme pour une reprise verte? Billet de blog du PNUD. <https://www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2020/how-can-small-islands-reimagine-tourism-for-a-green-recovery.html>



- Omidi, M. (2009). Les Maldives envoient un SOS climatique avec armoire sous-marine. Reuters. <https://www.reuters.com/article/us-maldives-environment/maldives-sends-climate-sos-with-undersea-cabinet-idUSTRE59G0P120091017>
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2018). Faire en sorte que la coopération pour le développement fonctionne pour les petits États insulaires en développement. <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/OECD-SIDS-2018-Highlights.pdf>
- Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies. (2020). Les petites destinations insulaires ont un besoin urgent d'un soutien urgent alors que le tourisme plonge, prévient l'OMT. Nouvelles histoires. <https://www.unwto.org/news/small-island-destinations-in-critical-need-of-urgent-support-as-tourism-plunges>
- Programme de développement des Nations Unies. (2017). Les petits pays insulaires en première ligne de l'action climatique. Nouvelles du PNUD. <https://www.undp.org/content/undp/en/home/presscenter/pressreleases/2017/09/18/small-island-nations-at-the-frontline-of-climate-action-.html>
- Rowling, M. (2020). Frappés par COVID et le changement climatique, les États insulaires luttent contre la crise de la dette. Reuters. <https://www.reuters.com/article/us-climate-change-islands-covid-trfn/hit-by-covid-and-climate-change-island-states-battle-debt-crisis-idUSKBN265327>
- Schaik\_Sarris\_Lossow\_PB\_Fighting\_an\_existential\_threat\_fin.pdf Williams, J. (2020). Comment la Barbade atteindra 100% d'énergie renouvelable. Le rapport Earthbound. <https://earthbound.report/2020/12/01/how-barbados-will-reach-100-renewable-energy/>
- Steiner, A. (2014). Aidez les petits États insulaires à gagner leur bataille contre le changement climatique. *Le gardien*. <https://www.theguardian.com/environment/2014/aug/29/small-island-states-climate-change-sea-level>
- Van Schaik, L., Sarris, S., et von Lossow, T. (2018). Combattre une menace existentielle: les petits États insulaires apportent le changement climatique au Conseil de sécurité des Nations Unies. Initiative de sécurité planétaire. <https://www.planetarysecurityinitiative.org/sites/default/files/2018-03/>

La série de notes politiques Toujours une seule terre (Still Only One Earth) est publiée avec le soutien du ministère suédois de l'Environnement, le ministère norvégien du Climat et de l'Environnement et le ministère des Affaires mondiales du Canada. L'éditeur est Pamela Chasek, Ph.D. Les opinions exprimées dans ce mémoire sont celles des auteurs et ne reflètent les points de vue ni de l'IIDD ni celui d'autres donateurs.

